

et Cuba, triplé et les achats du Chili ont même quintuplé.

Si, en plus de l'excédent démographique, qui se chiffre annuellement à 1 million et demi d'habitants, on tient compte de l'absence et de la pénurie de certaines matières premières, on a la clef de la politique expansionniste de l'impérialisme nippon.

Manque absolu de coton, ce produit intervient pour 33 p.c. du total des importations japonaises (on essaie aujourd'hui d'acclimater le cotonnier en Mandchourie); manque de laine, de caoutchouc, d'aluminium; insuffisance de la production d'acier (la production nationale n'atteint que 6 p.c. des nécessités de l'industrie), de minerai de fer (20.5 p.c.), de pétrole (35 p.c.), de charbons industriels. La houille blanche (énergie hydraulique) peut, toutefois dans une certaine mesure, compenser le manque de charbon.

Pour les militaristes et industriels japonais, la Mandchourie et le Nord de la Chine, doivent représenter non des concurrents industriels mais des réserves de matières premières, et de produits agricoles échangeables avec les produits de l'industrie japonaise.

Le Japon fournit déjà 66 p.c. des importations mandchous tandis que la Chine n'intervient que pour 2 p.c. Trois des provinces du Nord de la Chine : Tchang-Si, Tchang-Tun et Hopei — les deux autres de la Mongolie intérieure, n'ont qu'une valeur stratégique — sont riches en coton. Actuellement, le Japon achète aux Etats-Unis le coton nécessaire non seulement à son industrie métropolitaine, mais aussi aux filatures qu'il possède à Shangai et à Canton (les Japonais possèdent en effet le tiers des 8,000,000 de broches chinoises). Ces mêmes provinces du Nord sont riches en charbon et en minerai de fer, bases de l'industrie lourde (métallurgie et mécanique): c'est là également que se récolte la plus grande quantité de céréales.

Le déroulement des récents événements dans la Chine du Nord, est semblable à la manœuvre pratiquée pour la Mandchourie, en 1931). L'artisan en est également le même : le général japonais Doihara.

Sous prétexte de la récente réforme monétaire — la Chine vient de rompre avec l'étalon-argent (ayant été un des rares pays restés fidèles à ce métal) et de nationaliser tout l'argent-métal — le Ja-

pon s'est insurgé du fait qu'il voit là une manœuvre du capitalisme anglais en vue d'une main-mise ultérieure sur les finances de la Chine au travers d'un prêt de Londres à Nankin. Le mouvement autonomiste a donc trouvé sa première réalisation dans la zone « démilitarisée », c'est-à-dire contrôlée par l'armée japonaise où le chef militaire chinois a créé le Conseil Autonome Anti-Communiste du Hopei oriental en faisant un appel aux cinq provinces de la Chine du Nord afin qu'elles suivent son exemple en déclarant que l'autonomie ne signifierait pas la séparation pure et simple du reste de la Chine, mais la non-application de la réforme monétaire et une coopération plus étroite avec Nankin pour la lutte contre le danger communiste.

Au moment où nous écrivons ces lignes, des détachements japonais sont arrivés à Tien-Tsin et Péking. Les autorités nippones précisent à ce sujet qu'il s'agit uniquement de l'inspection annuelle des garnisons..., mais l'armée japonaise du Kuang-Tun est concentrée le long de La Grande-Muraille, toute prête à la franchir et l'aviation japonaise domine virtuellement toute la région. Nankin, pour le moment, menace de prendre des mesures énergiques contre ce mouvement autonomiste; mais, il est certain qu'elle finira par accepter les faits accomplis. C'est un problème de forces et la Chine est impuissante militairement à s'opposer à une avance japonaise. Le maréchal Tchang-Kai-Shek et Vang-Shing-Vei (qui a dernièrement échappé à un attentat des éléments extrémistes nationalistes qui l'accusent de faiblesse pour le Japon) l'ont bien compris.

Les derniers pourparlers de Tchan-Kai-Shek avec l'ambassadeur japonais Arioshi montrent qu'un accord interviendra sur la base de l'intérêt commun aux bourgeoisies japonaise et chinoise contre la menace des masses paysannes et ouvrières des deux pays.

\*\*\*

On doit bien s'entendre sur ce sujet. Le fait de parler du danger « communiste » (comme du reste on le fait aussi pour l'Amérique latine. Voir les derniers événements du Brésil dont nous parlerons la prochaine fois) pourrait nous induire en erreur sur ce que représente aujourd'hui en Chine le communisme et la soi-disant république soviétique chinoise. Les luttes agraires ont toujours constitué le canevas

sur lequel s'est tissée l'histoire millénaire de la Chine et elles expliquent les révolutions, de même que la chute de ses différentes dynasties. Déjà, au temps de la légendaire dynastie des Hiu (2,000 ans avant J.-C.), il est question d'un partage de la terre entre les familles des cultivateurs qui obtinrent une parcelle à titre d'usufruit, la récolte étant partagée par moitié à leur profit et à celui de l'empereur. Mais l'inégalité se manifesta bientôt et en l'an 375 avant J.-C. une nouvelle réforme agraire autorisa chaque cultivateur à s'établir définitivement sur les terres et ainsi la propriété privée se substitua à la propriété collective. La grande propriété ne s'accrut qu'au détriment de la petite. Alors apparut le ministre, plus tard empereur « socialiste », Wang-O-Hang, qui décida que la terre serait propriété de l'empereur. Personne ne pourrait posséder plus d'un « tsin » (environ 6 Ha) de terre et plus de 8 esclaves. La vente du terrain était défendue, tout l'excédent revenait à la couronne qui le redonnait aux communautés. « Celui qui désavouera cette mesure, sera banni; celui qui s'y opposera, sera puni de mort ».

Mais malgré ces dispositions draconiennes, peu après la grande propriété était de nouveau reconstituée.

Quand, à la fin du XIIe siècle, les Mongols occupèrent la Chine, ils fondèrent une nouvelle féodalité, sur le droit de conquête, mais comme ils étaient des nomades, une grande partie de la terre fut transformée, avec défense de la cultiver, en prairie pour les chevaux.

La dynastie des Mandchous rétablit les « latifunda » avec les fermiers et métayers, à côté de la petite propriété. La lutte agraire continua et nous voyons la lutte des paysans de la Chine méridionale constituer la base sociale du soulèvement des Taï-Ping (1850-1865) qui provoqua la grande intervention européenne en Chine.

Et si la Révolution de 1927 marqua un progrès par l'intervention de la classe ouvrière chinoise, la politique néfaste du centrisme a réduit aujourd'hui à un mouvement presque uniquement paysan le communisme chinois et la république soviétique chinoise qui s'y rattache : ce que nous tâcherons de démontrer la prochaine fois en examinant le rapport que le délégué Van Mine fit au VIIe Congrès mondial de l'Internationale Communiste.

GATTO MAMMONE

## A nos Lecteurs

**NOTRE REVUE ENTRE DANS SA TROISIEME ANNEE. AUTANT QUE CELA FUT POSSIBLE, NOUS CROYONS AVOIR TENU NOS PROMESSES. NOUS AVONS ABORDE DES ETUDES — CERTES MODESTES — SUR DES PROBLEMES QUI TIENNENT A CŒUR A TOUS LES MILITANTS COMMUNISTES. NOUS N'AVONS EVIDEMMENT TROUVE AUCUN ECHO CONSEQUENT A TOUTES NOS TENTATIVES, MAIS CELA NE DETRUIT PAS LA SIGNIFICATION DE NOTRE EFFORT.**

**NOTRE INTENTION EST DE CONTINUER EVENTUELLEMENT, EN COLLABORATION AVEC DES GROUPES COMMUNISTES QUI SE DISPOSENT A ŒUVRER A LA REVISION DE TOUT LE BAGAGE LEGUE PAR LA REVOLUTION RUSSE, AU TRAVAIL ENTAME IL Y A TROIS ANS. NOUS SOMMES DEVANT DE GRAVES EVENEMENTS; IL S'AGIT DONC DE MAINTENIR INTEGRALEMENT NOTRE EFFORT DE CLARIFICATION.**

**NOUS DEMANDONS A NOS LECTEURS DE RENOUVELER LEURS ABONNEMENTS, D'EFFECTUER DES SOUSCRIPTIONS, DE LUTTER POUR QUE « BILAN » TIENNE AU SEUIL DE CETTE NOUVELLE ANNEE.**

LA REDACTION.